

COMMUNIQUE

BRAZZAVILLE : LES ONG EXIGENT L'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE POUR UNE EVACUATION SANITAIRE DU GENERAL JEAN MARIE MICHEL MOKOKO



Les membres de la Plateforme devant la presse, ce 6/07/2020 au siège de OCDH

Brazzaville le 06 juillet 2020. Le général Jean Marie Michel MOKOKO, ancien chef d'Etat-major, très souffrant, est admis aux urgences de l'hôpital militaire de Brazzaville depuis le 29 juin dernier suite à une dégradation de son état de santé, débutée à la maison d'arrêt de Brazzaville où il est injustement écroué depuis 4 ans.

Ne pouvons rester silencieuse face à cette situation très inquiétante, la Plateforme des organisations de la société civile congolaise pour le respect des Droits de l'Homme et la Démocratie a résolu de prendre publiquement position ce jour, pour exiger la libération immédiate du prisonnier politique **Jean Marie Michel Mokoko**, seule alternative qui lui permettra de bénéficier des soins appropriés. Car, l'insuffisance de la prise en charge médicale au Congo est évidente.

Au nom du "**DROIT A LA VIE**" il n'y a pas de raison de refuser au général **Jean Marie Michel Mokoko** une évacuation sanitaire, sauf à nous confirmer la banalisation de la vie humaine par le régime de Brazzaville et/ou l'exécution d'un plan macabre. Si le plus grand hôpital du pays, le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) présente des limites énormes en termes de qualité de soins et de prise en charge médicale, ce n'est pas dans un centre secondaire comme la clinique Leyono, non suffisamment équipé, que la qualité de soins lui sera effective.

Tous les congolais ainsi que ceux qui s'intéressent à la situation au Congo Brazzaville savent que le général **Jean Marie Michel Mokoko** est victime de l'arbitraire du régime au pouvoir au Congo Brazzaville. Ainsi, la situation de ce prisonnier politique est à mettre sous la responsabilité du Président de la République, **Denis Sassou Nguesso**.

Devant l'intransigeance du régime de Brazzaville, la Plateforme des organisations de la société civile pour le respect des Droits de l'Homme et la Démocratie demande l'intervention urgente de la communauté internationale notamment, les Nations Unies, l'Union Européenne et l'Union Africaine afin d'obtenir l'évacuation sanitaire du prisonnier politique **Jean Marie Michel MOKOKO**. Le silence de la communauté internationale face à cette demande hautement humanitaire sera interprété comme une complicité avec le régime de Brazzaville.

Pour la Plateforme

- 1- Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (ADHUC)
- 2- Association de défense et de promotion des populations autochtones (ADPPA)
- 3- Association M22 (AM22)
- 4- Association RPA2DH
- 5- Association Terre et Village (ATV)
- 6- Association d'action communautaire de base pour le développement du pool
- 7- Cercle uni pour les droits de l'Homme et culture de paix (CUDHOC)
- 8- Fondation Ebina
- 9- Mouvement Ras-le-Bol
- 10- Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)

Contacts utiles :

(+242) 05 727 84 32/ 862 53 00 /
05 533 07 63 / 05 551 37 87 /
05 590 25 10/ 05 521 54 07

Pour le Collectif Sassoufit

Contact :

+33 6 52 56 80 43